



Le gouvernement s'obstine : amplifions la mobilisation !

Les agent-es de la fonction publique, tout comme les salarié-es du privé, se sont à nouveau largement mobilisé-es lors de la journée unitaire du 10 décembre.

D'ores et déjà, nos organisations CGT, FA, FO, FSU et Solidaires réaffirment leur soutien à toutes et tous les agent-es qui, dans de nombreux secteurs, ont décidé de reconduire la grève.

Elles dénoncent la minoration systématique effectuée par le gouvernement des taux de grévistes particulièrement visible notamment dans la Fonction Publique Territoriale.

Les annonces faites par le Premier Ministre lors de son allocution au CESE ne répondent en rien à la légitime et majoritaire hostilité au projet de loi Retraites largement exprimée par les actions, la grève et les manifestations. C'est pourquoi, nos organisations y restent totalement opposées.

Nous dénonçons la volonté de division du pouvoir pour affaiblir le mouvement alors même que ce projet va accentuer les inégalités et détruire les solidarités.

Nous refusons la double peine pour les femmes dans la fonction publique qui découlerait de la mise en place de ce projet malgré les déclarations d'intention du gouvernement sur l'égalité femmes / hommes.

Profondément attachées à la solidarité, nous refusons la division entre générations et catégories professionnelles et de laisser nos jeunes collègues subir cette réforme.

Nous n'accepterons jamais de sacrifier nos enfants et petits-enfants. Pour nous, la retraite à 64 ans, c'est non.

Plus que jamais, nous continuons à revendiquer :

- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, notamment le Code des pensions civiles et militaires et la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, ce qui passe par le retrait du projet gouvernemental
- Le maintien de la catégorie active pour tenir compte des spécificités dans les trois versants de la fonction publique et une meilleure prise en compte de toutes les formes de pénibilité
- Des augmentations générales de salaire avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice et l'attribution de points d'indice supplémentaire de manière uniforme.
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin, et un plan de titularisation des contractuels.
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation.

- Le renforcement du Statut Général, garantie pour le citoyen d'un service public neutre et impartial et, par voie de conséquence, l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique. Le Président et le gouvernement doivent nous entendre et vite, car nous ne céderons pas !

S'agissant des revalorisations de carrière annoncées – qui oublient de nombreuses catégories professionnelles, comment accorder le moindre crédit à des interlocuteurs qui refusent systématiquement et depuis des années la moindre augmentation de la valeur du point, d'un coût pourtant nettement inférieur ?

Nos organisations syndicales soutiennent et partagent l'appel interprofessionnel du 10 décembre « *à poursuivre et renforcer la grève y compris reconductible là où les salariés le décident. Elles appellent à organiser des actions de grève et de manifestation localement le 12 décembre, puis le week-end, et de faire du 17 décembre une nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle massive de grèves et de manifestations.* »

Fait à Paris, le 11 décembre 2019